

En Italie, pays le plus vieillissant d'Europe, le rôle crucial des « badanti », symbole de l'insuffisance des services publics

« Un monde de vieux ». Ces femmes, immigrées dans près de 70 % des cas, qui accompagnent les aînés constituent un maillon essentiel de la société transalpine, à l'heure où les indicateurs démographiques de la Péninsule sont plus alarmants que jamais.

Arrivée en Italie en 2010, Oleksandra Dzheveska, 50 ans, de nationalité ukrainienne, appartient aux *badanti*, ces auxiliaires de vie qui accompagnent les aînés d'un pays vieillissant. Le nombre de ces auxiliaires, des femmes dans leur écrasante majorité, était estimé à 1,07 million en 2022. Rouages essentiels de la société transalpine, immigrées dans près de 70 % des cas, elles sont, pour une large part, originaires d'Europe orientale, d'Amérique latine ou des Philippines et destinées à accueillir dans leurs rangs un nombre croissant de recrues.

« *Il y a toujours une demande de badanti. La famille de la dame dont je m'occupe me demande très souvent de trouver des candidats pour des parents ou des connaissances. Cela fonctionne par le bouche à oreille* », explique M^{me} Dzheveska, employée 24 heures sur 24 chez une Romaine de 91 ans. Elle les oriente donc vers ses contacts au sein d'une communauté ukrainienne qui a vu arriver une nouvelle vague de femmes en quête de travail depuis l'agression russe de février 2022, tandis que les indicateurs démographiques de l'Italie sont plus alarmants que jamais.

Etat le plus vieillissant d'Europe, avec un âge moyen de 48 ans selon Eurostat, l'agence statistique européenne, l'Italie compte sur son territoire 24,1 % de seniors de plus de 65 ans.

Leur nombre représente 37,4 % de la population en âge de travailler, un autre record européen. Le pays a par ailleurs enregistré en 2023 le nombre de naissances le plus bas depuis son unification en 1861 avec 379 000 nouveau-nés, 3,6 % de moins que l'année précédente soit la quinzième baisse depuis 2008.

« Absence d'incitation fiscale suffisante »

Dans la Péninsule, les jeunes disparaissent, les vieux se font plus nombreux et ils ont besoin d'assistance. « Les *badanti* sont un pilier fondamental du système italien, entre culture de la prise en charge familiale de seniors et insuffisance des services publics », souligne Elisabetta Notarnicola, chercheuse spécialisée en politiques sociales et professeure associée à l'université Bocconi de Milan. « En l'absence d'investissements publics, la demande de *badanti* est vouée à augmenter. »

Une grande partie de l'offre qui serait en mesure de répondre à ce besoin se trouve à l'étranger. L'édition 2024 du rapport préparé par l'association Assindatcolf, qui représente les intérêts des employeurs du secteur, avec le centre de recherche sur les questions migratoires IDOS, estime qu'en 2025, l'Italie aura besoin de près de 2,3 millions de travailleurs à domicile, dont plus de 1,5 million d'étrangers. Ces chiffres prennent en compte la part irrégulière du marché, estimée à 53,5 % en 2021, entre travail au noir et travail « gris » lorsque seule une partie des heures travaillées est déclarée. « En l'absence d'incitation fiscale suffisante, le travail informel est l'unique possibilité pour beaucoup de familles », estime Andrea Zini, président de **l'Assindatcolf**.

Lire aussi |

Pour le président de l'IDOS, Luca Di Sciullo, « il faut que le travail à domicile soit mieux pris en compte dans les flux légaux de travailleurs étrangers ». En 2023, le gouvernement de Giorgia Meloni, dont la lutte contre les migrations illégales est l'une des priorités, a adopté un décret organisant l'emploi en Italie de 452 000 travailleurs étrangers d'ici à la fin de 2025, dont 9 500 travailleurs à domicile par an, plafond qu'il juge trop bas. « Dans le système actuel, le vieillissement de la population peut avoir comme effet indirect un développement de l'économie informelle », relève la chercheuse Elisabetta Notarnicola. Pour M. Di Sciullo, « les dynamiques démographiques impliquent une demande plus forte de main-d'oeuvre étrangère, mais si l'Etat n'encadre pas assez le secteur, la précarité et l'exploitation des travailleurs augmenteront avec ».